

DIAL

L'actualité en bref - janvier 2005

Nicolas Pinet

mardi 1er février 2005, mis en ligne par [Dial](#), [Nicolas Pinet](#)

ARGENTINE

Un incendie dans une discothèque de Buenos Aires jeudi 30 décembre a provoqué la mort de 191 jeunes et blessé 700 autres, dont 21 étaient encore hospitalisés fin janvier - les portes de secours étaient fermées et la majorité des victimes est morte par asphyxie. Le chef du gouvernement de la capitale, Aníbal Ibarra, a reconnu, vendredi 28, la part de responsabilité qui revient à l'Etat, du fait des normes de contrôle obsolètes et s'est engagé à indemniser les familles des victimes. Il a aussi fait savoir que l'établissement n'était pas en règle, qu'il avait autorisé l'accès à des mineurs, et que le public était 3 fois plus nombreux que ce qui était permis.

Vendredi 14 janvier débutait à Madrid le procès de l'ancien marin militaire argentin, Adolfo Scilingo, accusé de génocide, tortures et terrorisme. L'ancien marin a confessé en 1996 avoir jeté à la mer 30 prisonniers politiques drogués au cours de deux « vols de la mort ». En 1997, il était venu volontairement en Espagne déclarer devant le juge Baltasar Garzón, espérant ainsi échapper à la prison. Il avait alors été détenu et le procès qui commence a donc lieu en Espagne. Les justices argentine et espagnole conduisent ensemble le procès durant lequel les témoins déclareront depuis Madrid et Buenos Aires - dans ce dernier cas, les dépositions se font dans un tribunal argentin et sont transmises par vidéoconférence.

BOLIVIE

Le président bolivien Carlos Mesa doit faire face depuis le début du mois à une situation tendue. Le 30 décembre, date de la fin du moratoire de 100 jours accordé aux entrepreneurs du transport, le prix de l'essence et du diesel a été augmenté par le gouvernement de 10 et 23%, respectivement. Durant le 1er gouvernement de Gonzalo Sánchez de Lozada (1993-1997), la Bolivie avait fixé le prix de vente de ses hydrocarbures sur le marché interne au niveau des prix internationaux, avec l'objectif d'attirer les investissements étrangers durant le processus de privatisation de la production pétrolière. La décision met fin à 5 années de subventions accordées au secteur des transports et réduit les subventions à la seule vente du gaz liquide à usage domestique. Dans les jours qui suivirent, les manifestations d'opposition à la mesure se sont multipliées, notamment dans la ville de Santa Cruz de la Sierra au centre du pays. Dimanche 9 janvier, le président déclarait qu'il démissionnerait plutôt que d'avoir à réprimer par la force les manifestants. Mercredi 19, le gouvernement décrétait une baisse de 6% du prix du diesel mais la mesure était accueillie par de nouvelles manifestations et occupations d'édifices publics. Vendredi 21, alors qu'avait lieu une nouvelle manifestation massive d'organisations civiques et patronales dans la ville de Santa Cruz de la Sierra, les maires de 9 villes importantes du pays (La Paz, El Alto, Oruro, Potosí, Tarija, Cochabamba, Sucre, Trinidad et Cobija) rendaient publique une déclaration de défense de la démocratie. Les maires considèrent que les chefs d'entreprise et les dirigeants civiques de Santa Cruz veulent empêcher la réalisation de l'Assemblée constituante, qui doit avoir lieu cette année et l'approbation d'une nouvelle loi sur les hydrocarbures qui taxera plus fortement les multinationales pétrolières. Les organisations patronales en conflit réclament aussi l'autonomie politique et économique de la région de Santa Cruz, la plus riche du pays.

BRÉSIL

La croissance du PIB (Produit intérieur brut) et des exportations brésiliennes a dépassé toutes les prévisions pour 2004. Le PIB a crû de 5% et les exportations ont augmenté de 32% en comparaison de 2003 et cela malgré un contexte habituellement considéré comme peu favorable - taux d'intérêts élevés, politique d'ajustement fiscal et oscillations du real sur le marché du change.

Le 4ème Forum social panamazonien (FSPA) s'est tenu du 18 au 22 janvier à Manaus, au nord-ouest du Brésil. Il a réuni plus de 8 000 représentants des populations vivant dans la région. Les questions touchant à l'environnement et à la défense des ressources naturelles occupaient une place centrale dans les dizaines de conférences, séminaires et ateliers du forum dont les grands thèmes étaient cette année « diversité, souveraineté et paix », une attention particulière étant portée aux grands projets et accords internationaux représentant une menace pour l'environnement et les peuples locaux.

Pour sa 5ème édition, le Forum social mondial est revenu à son lieu d'origine - Porto Alegre -, après s'être tenu en Inde en 2004. La rencontre, qui a eu lieu du 26 au 31 janvier, a reçu la visite du président brésilien Lula et du président vénézuélien Chavez.

CHILI

Mardi 4 janvier, la Cour suprême chilienne a rejeté par 3 voix contre 2 le recours en cassation présenté par Pablo Rodríguez, l'avocat d'Augusto Pinochet, le 13 décembre. Ce même jour, le juge Juan Guzmán avait en effet ordonné la mise en examen et la détention à domicile de l'ancien dictateur accusé d'être l'auteur intellectuel de 9 enlèvements et d'un homicide qualifié dans le cadre du Plan Condor, une opération de répression organisée de façon conjointe par les dictatures du Cône Sud (Argentine, Paraguay, Uruguay, Brésil et Chili).

Le général à la retraite, Manuel 'Mamo' Contreras, âgé de 75 ans et chef de la Direction nationale du renseignement (DINA - le principal organisme répressif de la dictature) entre 1974 et 1978 est retourné en prison, vendredi 28 janvier, pour purger une peine de 12 ans à laquelle il a été condamné pour l'enlèvement et la disparition en 1975 de Miguel Angel Sandoval, un jeune militant du Mouvement de gauche révolutionnaire (MIR). Le verdict, ratifié par la Cour suprême le 17 novembre, ordonne la détention de Contreras ainsi que de 4 anciens responsables de la DINA. Le général à la retraite s'est refusé à paraître devant les tribunaux pour être notifié de sa condamnation et le juge dut envoyer les forces de l'ordre l'arrêter chez lui.

Le premier ministre socialiste espagnol, José Luis Rodríguez Zapatero a effectué fin janvier une visite dans le Cône Sud dont la dernière étape fut le Chili, après le Brésil et l'Argentine. A cette occasion, il s'est réuni avec le président chilien, Ricardo Lagos, et le futur président uruguayen, Tabaré Vázquez, qui prendra ses fonctions le 1er mars. Le premier ministre espagnol a fait part de sa volonté d'aider au rapprochement de l'Union européenne et de l'Amérique latine. Lagos et Vázquez insistèrent de leur côté sur la nécessité de donner un contenu plus fortement politique au Marché commun du Sud (Mercosur).

COLOMBIE

L'enlèvement d'un guérillero colombien des FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie) le 13 décembre à Caracas - la capitale vénézuélienne -, où il vivait depuis plus d'un an, a créé une forte tension entre les deux gouvernements. Rodrigo Granda, numéro 2 dans la structure internationale des FARC et chargé des relations extérieures de la guérilla, a officiellement été arrêté le 14 dans la ville de Cúcuta, au nord-est de la Colombie. Mais des enquêteurs vénézuéliens ont mis en évidence qu'il avait été séquestré la veille en plein centre de Caracas. Le vice-président colombien, Francisco Santos et le ministre de la défense, Jorge Uribe, ont reconnu à la mi-janvier que Bogota avait payé des chasseurs de primes pour capturer Rodrigo Granda, ce qui n'a fait que renforcer la tension. Le président vénézuélien a alors exigé des excuses de son homologue colombien, Álvaro Uribe, et menacé de mettre un terme à l'ensemble des

programmes de coopération et de commerce. Selon le journal colombien El Tiempo, le désamorçage du conflit serait le résultat du travail de médiation du gouvernement cubain : Castro aurait, à la demande d'Uribe, envoyé son ministre des affaires étrangères Felipe Pérez Roque se réunir avec le président vénézuélien puis avec son homologue colombien les 21 et 22 janvier. Le 27, les ministres des affaires étrangères des deux pays se réunissaient à Lima et vendredi 28 la présidence colombienne publiait un communiqué qui, sans présenter d'excuses, exprimait « son entière disposition à réviser les faits » concernant la détention de Granda pour que, « s'ils ont parus malvenus au Venezuela, ils ne se répètent pas ». Le gouvernement vénézuélien a alors exprimé sa satisfaction et déclaré que le communiqué ouvrait « le chemin à des relations très positives ». Il a été décidé que le président Uribe se rendrait au Venezuela le 3 février.

HONDURAS

Le 23 décembre dans la ville de San Pedro Sula, au nord du pays, un autobus était intercepté et attaqué par plusieurs hommes armés. Dans l'attaque moururent 28 passagers, dont 6 enfants et 16 femmes. Les autorités accusent la Mara Salvatrucha, une bande de jeunes délinquants qui serait en guerre contre un autre groupe, la Mara 18. Trois des chefs présumés de la bande ont été détenus. Mardi 28, le Congrès législatif a aussi voté à l'unanimité, sur demande du Pouvoir exécutif, des réformes légales qui autorisent la garde-à-vue de suspects durant 72 heures et font passer les peines pour les délits d'association illicite de 20 à 30 années de prison. Les ONG de droits humains du pays ont dénoncé les mesures qu'elles considèrent comme un bond en arrière.

MEXIQUE

Pendant le mois de janvier, une centaine de personnes ont été assassinées dans des affaires en lien avec le trafic de drogue. Les groupes de trafiquants, qui sont au moins au nombre de 7, fournissent 70% de la cocaïne consommée sur le marché états-unien. La vague de violence a commencé à la fin décembre, avec l'assassinat dans une prison de haute-sécurité du frère d'un trafiquant de drogue par un autre prisonnier. Le gouvernement décida alors de renforcer les contrôles dans les prisons et de durcir les conditions d'emprisonnement des narcotrafiquants qui, comme le reconnaissent les autorités, continuent à contrôler leurs affaires depuis leurs cellules. Les gardes ont été renforcées et des détachements militaires massifs ont été envoyés sur les lieux. Les narcotrafiquants ont réagi en faisant assassiner le 20 décembre 6 employés de la prison de haute sécurité de Matamoros, au nord du pays. Ce même jour, un avocat des narcotrafiquants était assassiné et le directeur d'une des prisons de Puebla se suicidait, apparemment sous la pression des mafias.

VENEZUELA

Le président Hugo Chávez a terminé l'année 2004 par un voyage officiel en Chine, qui concluait 4 mois de politique extérieure très active durant lesquels le Venezuela a signé des accords avec la Colombie, l'Espagne, la Libye, la Russie, l'Iran, le Qatar, la République dominicaine, le Paraguay, la Bolivie, le Chili, le Brésil et Cuba dans les secteurs de l'énergie, de l'agriculture et des télécommunications. Durant cette troisième visite officielle en Chine, après celles de 1999 et 2001, le président accompagné de 9 ministres et de chefs d'entreprises de divers secteurs a signé 8 nouveaux accords bilatéraux, concernant notamment la participation de la Corporation nationale de pétrole de Chine (CNPC) à l'exploitation d'un champ de 15 puits de pétrole situé à l'est du Venezuela. A son retour à Caracas le président a exprimé son enthousiasme devant les résultats obtenus.

Plus de 12 000 détenus dans vingt prisons du pays ont réalisé en janvier une grève de la faim pour obliger l'Etat à accélérer les procédures juridiques et à utiliser plus communément les mécanismes juridiques déjà en place et destinés à faciliter la remise en liberté. Ils ont obtenu gain de cause et cessé leur grève.

- **Dial** - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - L'actualité en bref.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.